

# « Il faut que les fruits et légumes

La Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF) tiendra son congrès annuel les 13 et 14 février à Champagne-au-Mont-d'Or (Rhône). Un congrès qui s'ouvre alors que la filière arboricole se trouve face à des enjeux de taille : sanitaire, main-d'œuvre, renouvellement des générations...

Sa présidente, Françoise Roch, arboricultrice dans le Tarn-et-Garonne fait le point à une semaine du congrès.



Dans quel état d'esprit abordez-vous le congrès de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF) 2025 ?

**Françoise Roch :** « Je suis toujours très heureuse de me rendre à un congrès. C'est l'occasion de voir des producteurs de fruits de toute la France, de prendre la température et de voir dans quel état d'esprit ils se trouvent. Le congrès est un véritable moment d'échanges. C'est une étape primordiale pour nous permettre d'encore mieux avancer après, de faire remonter les problématiques de terrain, de faire passer le bon message à nos élus politiques, même si la situation actuelle est un peu particulière. Participer à un congrès est toujours un plaisir. »

L'un des enjeux de la filière est le sanitaire et la disparition de certaines molécules. On pense forcément à la Drosophila suzukii. Quel est votre sentiment à ce sujet ?

**F. R. :** « Une très grosse erreur politique a été commise lorsque l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est devenue juge et partie et qu'il n'y a plus eu de visa politique concernant ses décisions. Nous sommes le seul pays européen à avoir ce fonctionnement. Tous les autres pays ont ce visa politique sur les services sanitaires. C'est à mon sens primordial. Avant toute disparition de molécules, il faut que les arboriculteurs aient les moyens nécessaires de produire et qu'ils aient une alternative économiquement et techniquement viable. Nous sommes le pays le plus démunis au niveau européen. Des décisions politiques sont prises sans les avis des professionnels, alors que la recherche a permis de faire avancer beaucoup de choses sur les produits phytosanitaires. »

« Le congrès est un véritable moment d'échanges. »

Quels sont les risques pour l'arboriculture ?

**F. R. :** « Nous sommes l'une des filières les plus touchées car nous sommes sur une culture pérenne. Nous ne pouvons pas, par exemple, compter sur des rotations de cultures. Avec le changement climatique, de nouvelles maladies et de nouveaux parasites apparaissent. Au fil des années et sans moyen de lutte efficace, nous perdons du rendement, nos coûts de production augmentent quand le marché des grandes et moyennes surfaces (GMS) se concentre depuis une vingtaine d'années. C'est la course au prix bas. Nous n'y arrivons plus. »

Quelles sont les revendications de la FNPF ?

**F. R. :** « Il faut qu'il y ait une reprise en main de l'Anses pour que nous puissions retravailler la question du phytosanitaire plus sereinement. En ce sens, nous fondons beaucoup d'espoir dans le projet de loi pour lever les entraves à l'agriculture présenté notamment par le sénateur (LR) de Haute-Loire, Laurent Duplomb. Il est important que les producteurs interpellent leurs parlementaires, députés et sénateurs (LR), pour que cette proposition se concrétise. Nous devons, par ailleurs, continuer à expliquer le risque

que nous prenons à vouloir un pays plus vert que vert, même si nous sommes d'accord que l'écologie est importante et que les agriculteurs en sont les premiers acteurs. Il est enfin primordial que l'État

prende ses responsabilités et continue à soutenir notre filière. Le plan souveraineté fruits et légumes a permis de déployer de faibles moyens, alors que sur le terrain les besoins sont forts. Nous avons besoin d'un guichet pérenne pour les aléas climatiques et de moyens pour nous protéger des insectes ou encore pour renouveler nos vergers, mais 30 %



▲ Françoise Roch, présidente de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF).

de l'enveloppe ont été sucrés pour des raisons budgétaires. Aujourd'hui, il est difficile de construire sur le temps long. En France, nous avons l'agriculture la plus saine au monde. Il faut que les fruits et légumes deviennent d'intérêt public et remettre l'alimentation au centre des dépenses. »

L'une des tables rondes du congrès est consacrée aux fraudes. Sont-elles plus nombreuses aujourd'hui ?

**F. R. :** « Nous avons une certitude : les consommateurs français veulent acheter français. Toutefois, ils doivent être très vigilants car nous faisons face à un phénomène grandissant qui est celui de la francisation. L'origine France est affichée alors que les fruits vendus sont étrangers, que ce soit dans les GMS, parfois par négligence, ou sur les marchés de détail. L'État semble être de plus en plus vigilant à ce sujet et nous le sommes également. » ■

Propos recueillis par Marie-Cécile Seigle-Buyat

**DROSOPHILE /** Depuis une quinzaine d'années, la Drosophila suzukii fait des ravages dans les vergers.

Les professionnels de la région Auvergne-Rhône-Alpes, réunis au sein du comité régional stratégique fruits, ont décidé de prendre le problème à bras-le-corps en créant davantage de liens entre la recherche et la profession.

## Remettre le producteur au centre de la recherche

La Drosophila suzukii est apparue dans les vergers européens en 2008 et cause, depuis, des dégâts importants. Face à ce moucheron asiatique, les arboriculteurs sont aujourd'hui démunis. La seule solution efficace demeure les filets insect-proof qui sont encore aujourd'hui coûteux et entraînent des conséquences indéniables sur la conduite du verger et sur la récolte. Pour autant, la recherche s'active autour de cette problématique. Preuve en est avec l'expérimentation dans les vergers de la technique des insectes stériles (Tis), lancée l'an dernier dans la région par l'Inrae. Pourtant, il est parfois difficile de faire le lien entre l'empirique et le concret. Alors, pour remettre le producteur au centre de la recherche, le comité stratégique fruits d'Auvergne-Rhône-Alpes s'est mobilisé et a lancé le projet Maturation. « Nous nous sommes dits que si nous ne faisons rien aujourd'hui, nous dresserons le même constat dans dix ans », explique Nicolas Laurent, arboriculteur et éleveur à Ancy (Rhône), référent sur le dossier.

### Créer du lien

Alors, avec le soutien de différents metteurs en marché, des instituts techniques, des collectivités et de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf)¹, le comité stratégique fruits a mis en place un comité technique opérationnel (CTO), soutenu financièrement par FranceAgriMer. L'objectif est de créer du lien entre la recherche et les producteurs. « Nous souhaitons passer la barrière du dernier kilomètre. Que des essais grandeur nature soient mis en place au cœur de nos vergers, tout en permettant aux producteurs de garder la main sur ces avancées », poursuit l'arboriculteur rhodanien. Ainsi, l'animateur du projet, Tim Dupin, aura pour mission de passer à la phase opérationnelle du projet, de modéliser les choses pour faciliter la concrétisation des différentes recherches conduites au sujet de la Drosophila « suzukii et raghoretis », précise Nicolas Laurent. « Le mot opérationnel dans le nom de notre comité technique n'a pas été choisi par hasard », ajoute-t-il.

### Combinaison de solutions

Un lien fort indispensable pour l'agriculteur de 43 ans qui croit avant tout en la science. « Nous connaissons bien la drosophile et aujourd'hui je reste persuadé que c'est par la combinaison de plusieurs facteurs alternatifs que nous parviendrons à la maîtriser. Aujourd'hui, en tant qu'exploitant agricole, je souhaite mettre en place un processus qui fonctionne à un coût acceptable. Des solutions efficaces existent d'ores et déjà. Il y en a d'autres qui doivent être encore consolidées et trouvées. C'est ensemble, avec tous les échelons de la filière, que nous y parviendrons. Nous devons décloisonner les choses et partager les risques. » ■

Marie-Cécile Seigle-Buyat

1 — Le projet Maturation a le soutien partenarial de la Sicoly, de Califruits, de l'AFrel, de la Sefra, de l'AOP Cerises de France et de l'AOPn Fraises et Framboises de France, de l'Inrae, de la chambre d'agriculture du Rhône, de la chambre régionale d'agriculture, de la communauté de communes de la Copamo et de producteurs indépendants. Le CTIFL a également été informé de ce projet.



▲ En 2024, des essais de lâchers de micro-guêpes Ganaspis ont été faits dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le projet Maturation a pour vocation de voir davantage de recherches se concrétiser.

# deviennent d'intérêt public »

## LA FILIÈRE FRUITIÈRE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



3<sup>e</sup> verger de France métropolitaine  
2<sup>e</sup> rang en petits fruits et en fruits à coque  
3<sup>e</sup> rang en fruits à noyau

### CHIFFRES CLÉS

6 335 exploitations

Surface  
37 408 hectares

Soit 19 % des surfaces nationales

Caractéristiques  
4/10 exploitations spécialisées

Soit 67 % des surfaces

Tendance  
-16 %  
2010 2020  
nombre d'exploitations  
Mais stabilité des surfaces

### RÉPARTITION DES SURFACES DES CULTURES

45 % Fruits à coque



2 % Petits fruits



15 % Fruits à pépins



38 % Fruits à noyau dont

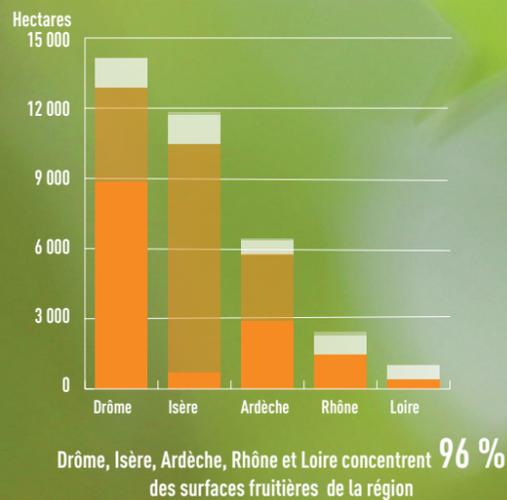
16 % Abricotier

8 % Cerisier

7 % Pêcher

4 % Olivier

1 % Prunier



### ZOOM SUR

Hors bio, les principaux signes officiels de qualité et d'origine sont :



AOP  
Châtaigne d'Ardèche,  
Noix de Grenoble,  
Olives noires de Nyons



IGP  
Pommes et poires de Savoie,  
Abricots des Baronnies

Source : Agreste - Recensement agricole 2020

**TÉMOIGNAGES /** Samuel Correard et Benjamin Junillon sont deux jeunes arboriculteurs drômois passionnés par leur métier. Si tous les deux partagent des inquiétudes pour l'avenir, ils n'échangeraient pas pour autant leur métier.

## Arboriculteurs, passionnés avant tout

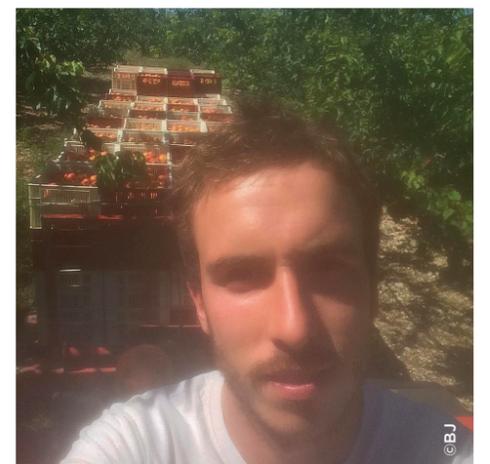
Samuel Correard a grandi au milieu des vergers de l'exploitation familiale. Mais au moment de se lancer dans sa vie professionnelle, il a décidé de voler de ses propres ailes. « Je me suis installé en dehors du cadre familial en créant ma société », explique le jeune arboriculteur de 32 ans. En décembre 2020, Samuel reprend donc une exploitation dans les Baronnies et quatre ans plus tard, il exploite 21 hectares (ha) d'abricots labellisés, pour la majorité, en indication géographique protégée (IGP) Abricots des baronnies. « Je suis un vrai passionné de ce produit. Il est le reflet de notre territoire. Cette IGP nous permet de transformer nos handicaps en atouts. À nous aujourd'hui de la faire fructifier. » En effet, Samuel travaille dans des vergers qui se situent entre 650 et 800 m d'altitude et revendique comme un gage pour l'avenir cette spécialisation dans un abricot haut de gamme. « Les consommateurs seront toujours en recherche de bons produits. J'aime cette idée de produire un dessert, un aliment qui procure des émotions. Nous sommes

heureux que certaines personnes viennent de loin pour acheter nos fruits que nous vendons en partie sur la ferme », souligne Samuel. Alors, pour lui, c'est certain, les arboriculteurs de demain, comme ceux d'hier, devront être passionnés. « Dans notre profession, nous capitalisons sur l'avenir. Il est certain qu'en arboriculture, comme globalement en agriculture, nous faisons face à des difficultés comme le recrutement de main-d'œuvre, notamment. Avant de se lancer, il est primordial de bien réfléchir à son projet d'entreprise pour que cela ne devienne pas un sacerdoce. » Une passion pour la culture des arbres fruitiers partagée par Benjamin Junillon, exploitant agricole à Châteauneuf-sur-Isère (Drôme).

### « En dix ans, la profession a beaucoup changé »

Si le jeune homme de 33 ans ne se destinait pas au départ à l'arboriculture, il a très vite attrapé le virus de la filière fruits. « J'ai toujours travaillé l'été chez des arboriculteurs et le jour où j'ai eu mon BTS

de comptabilité en poche, je me suis posé la question de continuer mes études ou d'entrer dans la vie professionnelle. Le père de Morgane, ma compagne, était arboriculteur. J'ai décidé de sauter le pas et de suivre une année de formation en arboriculture à la MFR d'Anneyron », se souvient Benjamin. Il reprend en fin d'année 2017 l'exploitation de son beau-père et exploite aujourd'hui près de 90 ha de vergers de multiples espèces et produit 600 tonnes (t) de pêches et 400 t d'abricots. Si aujourd'hui, il devait faire le même choix, Benjamin le reconnaît : il n'est pas certain qu'il embrasserait la profession d'arboriculteur. « En dix ans, la profession a beaucoup changé. Les ressources humaines, que ce soit sur le plan du recrutement ou de la législation, sont de plus en plus compliquées quand les évolutions sur la question des phytosanitaires sont aberrantes. Par ailleurs, je trouve qu'un véritable fossé se creuse entre le monde agricole et le reste de la société. J'aimerais vraiment ne plus devoir aller manifester et demander des subventions, mais pouvoir gérer mon exploitation comme toute



▲ Benjamin Junillon, exploitant agricole à Châteauneuf-sur-Isère (Drôme).

autre entreprise privée et pouvoir investir comme il est nécessaire de le faire. Pour cela, nous devons vendre notre production à un prix rémunérateur, soit 20 centimes de plus au kilo qu'aujourd'hui. » Pour autant, Benjamin ne regrette rien. « Faire ce métier est hyper gratifiant. Mon but demeure et demeurera de nourrir les populations. J'aime mon travail et dans le monde agricole, notamment à Châteauneuf-sur-Isère, il y a un véritable dynamisme et une réelle entraide entre nous et cela n'a pas de prix. »

Marie-Cécile Seigle-Buyat